

# Dossier de presse

## Remblai Aleweier

Dossier de presse accompagnant la conférence de presse du 23 février 2021 de *déi Lénk Déifferdeng* et *déi Lénk Gemeng Suessem* dans le cadre de la procédure d'autorisation du "remblai technique dit Aleweier" (crassier de Differdange) situé sur le territoire des Communes de Differdange et de Sanem.

**Myriam Cecchetti**  
Conseillère - Commune de Sanem

**Jos Piscitelli**  
Conseiller - Commune de Sanem

**Eric Weirich**  
Conseiller - Ville de Differdange

Le présent dossier a été rédigé par les conseillers communaux de *déi Lénk* de la Ville de Differdange et de la Commune de Sanem dans le cadre de la procédure d'autorisation du "remblai technique dit Aleweier" (crassier de Differdange) situé sur le territoire des Communes de Differdange et de Sanem.

Dans notre prise de position qui suit nous allons nous limiter aux décharges N°4 et N°5 comme le remblai Aleweier (surface N°7) sera superposé au-dessus de ces deux décharges.



### **Décharge N° 4 – déchets inertes**

Il s'agit d'une décharge projetée pour déchets inertes qui serait exploitée par Cloos S.A. Elle serait superposée sur une décharge historique dont aucun assainissement n'est prévu. Elle doit remplacer la décharge actuelle avoisinante pour déchets inertes dite « remblai Gadderscheier N°3 » qui est en phase finale d'exploitation.

Cette décharge est concernée par l'EIE (évaluation des incidences sur l'environnement), dont les différentes évaluations requises par l'AEV (poussière, bruit, eaux souterraines, faune, etc.) ont été reçues de manière officielle fin 2020, mais qui ne seront évaluées que courant 2021.

### **Décharge N° 5 – déchet sidérurgiques**

Il s'agit d'une décharge projetée pour déchets sidérurgiques qui serait exploitée par Cloos S.A. pour compte d'ArcelorMittal. Elle serait superposée sur une décharge historique dont aucun assainissement n'est prévu. Elle est également concernée par la procédure EIE.

Alors que la procédure EIE – lancée en octobre 2017 – est toujours en cours, des déchets sidérurgiques en provenance d'ArcelorMittal y sont déjà déposés de manière temporaire depuis lors, sans disposer d'une autorisation pour ce faire. Concrètement, il s'agit de stockage

de réfractaires, déchets de construction, ferrailles, etc. au nord-ouest de la décharge, et de scories blanches sur toute la partie Est de la décharge.

Une mise en conformité a été exigée par l'AEV (l'administration environnementale) début 2020, procédure toujours en cours après des allers-retours ente l'AEV et ArcelorMittal courant 2020.

Ceci dit, la décharge « projetée » pour déchets sidérurgiques est de facto déjà utilisée en tant que telle.

### **Décharge N° 7 – remblai Aleweier**

Le crassier de Differdange – terme qui englobe toutes les décharges y situées – est déjà couvert d'autorisations en matière d'établissement classés (arrêtés de 2014 et 2016), tout comme les travaux de remblayage (remblai Aleweier/N° 7) ont été autorisés en juillet 2017 par décision ministérielle (sous condition que l'EIE soit satisfaisante), jugeant qu'il ne s'agisse pas d'une décharge. En utilisant le terme « remblai » au lieu de « décharge », l'autorisation afférente est qualifié de « non-substantielle » et pas soumise à une enquête publique, alors qu'on parle d'un volume de 480.000 m<sup>3</sup> de déchets inertes qui y seront déposés.

En conséquence, l'autorisation demandée par l'exploitant Cloos S.A. pour ledit remblai n'est pas concernée par l'opposition formelle émise par les deux communes fin 2017, et les responsables politiques communaux sont dans l'obligation d'accorder l'autorisation demandée par l'exploitant car elle est conforme à la réglementation urbanistique (PAG). Seule une modification de la « réglementation urbanistique afférente » - càd. un reclassement du site concerné – aurait permis de refuser l'autorisation.

Alors qu'il revient aux communes concernées de vérifier la compatibilité de l'autorisation avec le PAG, l'AEV estime que les communes n'ont pas à intervenir sur les plans administratifs voire techniques pour l'émettre, et que les responsabilités incombent exclusivement aux autorités nationales.

Il faut aussi savoir que le remblai Aleweier sera construit sur une décharge historique, et qu'il existe un risque de ne plus pouvoir accéder aux déchets se situant en-dessous, et que c'est l'EIE - toujours en cours d'établissement – qui va trancher si cela posera problème ou pas de ces décharges qui vont se superposer (risque imprévisibles d'après une étude préparatoire).

On a tendance de qualifier la gestion de ce dossier du style « circulez, il n'y a rien à voir... »

### **Convention avec l'exploitant Cloos SA**

Il s'agit du seul document à voter par les conseils communaux respectif des deux communes concernés.

Présumant que les termes, réglementations et autres à respecter par l'exploitant ont été définis dans l'autorisation de construire – document non-public – on peut qualifier le contenu de la

convention comme sommaire. Aucune référence n'y est faite aux lois et règlements grand-ducaux régissant ce type de remblai.

### **Déroulement aux conseils communaux**

Ledit contenu sommaire de la convention est bien en ligne avec le traitement de la demande au sein des conseils communaux concernés.

Alors qu'il n'y a plus eu de nouvelles depuis la saisie par l'AEV dans le cadre de la procédure EIE et l'opposition formelle émise par les deux communes à fin 2017, l'information qu'une autorisation pour la mise en place d'un remblai technique a été émise ne méritait même pas de figurer en tant que point à part sur l'ordre du jour des réunions des deux conseils communaux de début janvier 2021. On devait se contenter d'en prendre connaissance au point « communications du collègue des bourgmestre et échevins », accompagné d'une promesse que le dossier complet allait suivre. Le dossier en question a bien été transmis dans les délais avant les réunions des conseils au mois de février – et dont la convention avec l'exploitant figure bien sur l'ordre du jour – mais n'étant pas expert en environnement, il nous était difficile d'évaluer le bien-fondé de la convention qu'il fallait valider. Il est à souligner que le dossier accompagnant était assez complet dans sa globalité.

### **Conclusions**

**Les responsables politiques communaux ont été obligés d'émettre une autorisation pour un projet dont règne le flou artistique absolue, et de supporter ainsi les conséquences d'une politique de gestion des déchets échouée.**

**Ne sachant pas quel sera l'impact des infiltrations éventuelles dans la couche d'eau souterraine, et ne sachant pas comment y remédier si ce problème se pose, l'AEV joue à la roulette russe avec notre eau potable.**

**Les conclusions de l'EIE devraient être attendues (les résultats afférents ont déjà transmis à l'AEV fin 2020) et les solutions afférentes prises avant de faire quoi que ce soit sur ce site hautement pollué.**

**Tout autre démarche est irresponsable envers les citoyen.ne.s et les générations à venir, sachant bien que l'eau potable est un des biens les plus précieux et sensibles au monde.**

**Stellungnam vum 22. Januar 2021 zum**  
**Remblai technique "Aleweier" (Crassier Gadderscheier Suessem / Déifferdeng)**  
*Gemengerotssëtzung vum 15. Januar 2021 (Punkt 1: Correspondance et informations)*

Mär als déi Lénk sinn der Meenung, dass esou e wichtege Punkt wéi den doten, wou et em eng Baugeneemegung fir e "Remblai technique" an der Zone Gadderscheier, op der Platz "Aleweier", geet, méi e grouse Stellewäert verdéngt hätt, wéi just ënnert "Correspondance et informations" ofgehandelt ze ginn, ouni "Pièces à l'appui" a wou de Gemengerot just ënnert dem Punkt "Questions et Divers" huet därfer Froe stellen. Hei muss een sech och froe firwat dës Baugeneemegung weder an der zoustänneger Bautekommissioun nach an der Ëmweltkommissioun behandelt gouf.

Fir eis Opposition zu deem dote Punkt erklären ze kënnen, mussen mir e klengen Historique zu deem Zoning op Gadderscheier maachen. Dës Platz, fir déi déi se net kënnen, gläicht éischer enger Moundlandschaft, wéi enger flotter liebenswäerter Landschaft, bedéngt doduercher datt verschidde grouss Entrepreneuren an der Vergaangenheet dës Platz fir hier Dechargen auserkoren haten. Hei lagere verschidde Matière a Stoffen, déi alles anescht wéi onbedenklech fir eis Ëmwelt, eis Loft an eist Dréckwaasser sinn. Dës goufen och ni sanéiert, gedeckelt oder ofgedicht.

Deen Deel iwwert dee mir hei schwätzen gëtt de Crassier genannt a setzt sech aus 7 verschidde Zonen zesummen (Décharge historique (1), Décharge Pafewee (2), Remblai Gadderscheier (3), Futur décharge pour déchets inertes type B (4), Décharge sidérurgique (5), Ancienne décharge Lamesch (6) an deen ominöse Remblai Aleweier (7). Um Remblai Gadderscheier gëtt eng nei (futur) Zone geplangt. Dat ass hannert der Kronospan an do ass eng Bauschuttdeponie déi mir als Conseil 2014/2015 geneemegt hunn an déi u verschidde Konditiounen gebonne war, wéi z.B d'Optimiséierung vun de Rond-Pointen beim Agang (Kronospan).

Och deemools hu mir eis Verantwortung als Gemeng iwwerholl wat den Dossier Bauschuttdeponie'en ugeet. A mir sinn als déi Lénk och haut net dogéint datt do weiderhin eng Bauschuttdeponie bedriwwen gëtt, mee si muss "selon les règles de l'art" ugeluecht ginn, an dat ass hei net de Fall.

2018 hu mir als Gemengerot, zesummen mat deem vun Déifferdeng eng "Opposition formelle" géint den Deel (Futur décharge pour déchets inertes type B (4) agereecht:

"Auch gegen den Betrieb einer Industrieabfalldeponie auf dem Differdinger Crassier spricht sich die Gemeinde formell aus. Das Gelände befindet sich zwar größtenteils auf Differdinger Territorium, dennoch seien sich beide Gemeinden auch bei diesem Vorhaben einig, dass Nachhaltigkeit, Klimaschutz und Umweltbelastungen nicht berücksichtigt werden. Die lange Laufzeit von 40 Jahren sei zudem unverantwortlich gegenüber den kommenden Generationen. Außerdem ist die Deponie nicht konform zum PAG der Gemeinde. Alle Fraktionen stellten sich gemeinsam hinter diese beiden formellen Oppositionen."  
D'Froen déi deemools zu där Deponie gestallt goufe si bis haut nach net beäntwert ginn.

Dës Opposition soll, laut der Mme Buergermeeschter, an deenen zwou Gemenge bäibehale bleiwen, mee de "Remblai technique" (7), deen als Sockel op drä verschidde Deponiekierper fungéiere soll (Décharge historique (1), Futur décharge pour déchets inertes type B (4) an d'Décharge sidérurgique (5)), géint awer kënnen gebaut ginn, well et keng Méiglechkeet géif ginn fir d'Baugeneemegung ze refuséieren. D'Ministären (Economie an Ëmwelt) hunn elo dem "Kand" einfach en anere Numm ginn, an dat "Remblai technique" anstatt Bauschuttdeponie genannt.

An enger nächster Phase soll dann eréischt decidéiert gi wéi et mat der eigentlecher Bauschuttdeponie weider geet (fir déi de Cloos schon 2017 eng Demande agereecht hat). Un eis Bierger gëtt dann elo 2021 appelléiert, datt mir jo awer all kéinte froen sinn, wann (endlech) dat net Spidol zu Esch géif gebaut ginn an dofir esou eng Bauschuttdeponie onëmänglech wir. Mee dorëms geet et hei net. Dës beweist just mat wéi enge Methode Politiker mat de Bierger ëmginn.

Als Berouegung zu de Bedenken datt Gëftwaasser an eis Grondwaasser kéint kommen, gouf eis dann erzielt et géif jo och eng Pompel agesat ginn, fir d'Waasser wat ofsickert op Gëftstoff ze kontrolléieren. A wat geschitt da wann et gëfteg ass a wann et schonn (laang) duerch de Buedem an d'Grondwaasser gesickert ass?

Dat nenne mir russesch Roulette spillen! An do stellen sech dann nach e puer Froen:

- Firwat ass dee Site do net scho vun 2017 un sanéiert resp. ofgedicht ginn, wéi de Bureau d'Etude dat och gefuerdert hat, an dat well et net garantéiert wier, datt de Buedem Waasseronduerchlasseg wier a mir riskéiere géifen, datt all déi Gëfter déi nach ëmmer do lageren an d'Grondwaasser géifen drainéiert ginn?
- Firwat ass sech net scho bei der Planung vun Südspidol Gedanke gemaach ginn, wuel wëssend wéi vill Bauschutt op eis duer kéim a wou mir dësen da kéinte féieren a wat op deene Plätzen dann do (re)amenagéiert misst ginn?
- Firwat ass déi "EIE"-Ëmweltstudie net schonn 2017 duerchgefouert ginn? Déi bréicht elo nach 2 Joer éier se fäerdeg wier. Anescht wär se schonn 2019 disponibel gewiescht.
- Wat geschitt da wann d'"EIE"-Ëmweltstudie feststellt, datt et ëmwelttechnesch Probleemer ginn? Dann ass et jo wuel ze spët, well dann ass jo schonn alles gebaut an en Place.
- Firwat ginn net déi Entrepreneuren zur Rechenschaft / Verantwortung gezunn, déi Joerzénge laang sech op Käschte vun der Gesondheet vun eise Bierger an der Ëmwelt beräichert hunn? Firwat mussen déi NET fir hire Schued opkommen? Firwat sinn d'Gesetze esou gestëmmt ginn, datt d'Délais'en an Endeffekt esou sinn, datt all déi déi do de Buedem verschmotz hunn, dann och ganz sécher laanscht hier Verantwortung kommen?
- Firwat ginn déi zwou Gemengen net hin a gi KENG Baugeneemegung, bis d'"EIE"-Ëmweltstudie bereet ass a bis d'Ofdichtung gemaach gi sinn oder mir zumindest Garantië kréien, dass dës parallel zum "Remblai technique" gemaach ginn - egal op mer dofir riskéiere juristesche ugesicht ze ginn? Dat géing zumindest Drock ausüben an e staarkt Zeeche setzen, datt mir eis an dësem Dossier awer wierklech net alles gefalen an eis net (méi) fir domm verkafe loosse!

Fir déi Lénk Gemeng Suessem, Myriam Cecchetti / Jos Piscitelli

Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Gemäss dem Artikel 13 vum ëmgeännerte Gemengegesetz vum 13.12.1988 an den Artikelen 6 a 7 vum internen Uerdnungsreglement fir de Gemengerot, froe măr fir den Ordre du jour vun der nächster **Gemengerots-Sëtzung vum (viraussichtlech) 12. Februar 2021** mat folgender **Résolutioun** als drénglechkeets Punkt ze kompletéieren.

Als Folleg vum Punkt 1 (Correspondance et informations) an dem Punkt 19 (Questions et Divers ) aus der Gemengerotssëtzung vum 15. Januar 2021, wou mer iwwer eng virgesinne Baugeneemegung fir e "Remblai technique" an der Zone Gadderscheier, op der Platz "Aleweier", informéiert goufen (liest wgl heizou och eis Stellungnam vun haut, dem 22. Januar 2021), wollte măr dem Gemengerot folgend drénglechkeets Resolutioun proposéieren:

**Resolutioun géint eng direkt Baugeneemegung fir de  
Remblai technique "Aleweier" (Crassier Gadderscheier Suessem / Déifferdeng)**

- De Gemengerot ass der Meenung, fir elo KENG Baugeneemegung fir de Remblai technique "Aleweier" eraus ze ginn, bis dass d'"EIE"-Ëmweltstudie bereet ass, d'Froen, déi an der Opposition formelle (2017/2018) vun deenen zwou Gemengen (Déifferdeng a Suessem) gestallt goufen, beäntfert sinn an d'Ofdichtungen / d'Sanéierungemaach goufen oder măr zumindest Garantiën hunn, dass dës Mesurë parallel zum "Remblai technique" ugefaangen / realiséiert ginn - och wa măr dofir riskéiere juristesches ugesicht ze ginn.
- Weider froe măr de Schäfferot fir direkt méi Leit (de Gemengerot, Kommissiounen, Experten...) mat anzebezieie fir zesummen konkret Initiativen an adequat Léisungen ze sichen an ze verhënneren, dass dësen Dossier weider op déi laang Bänk geschickt gëtt.

Merci am Virus  
Mat beschte Gréiss,

Myriam Cecchetti  
Conseillère déi Lénk

Jos Piscitelli  
Conseiller déi Lénk